



UNIVERSITÄTS-  
BIBLIOTHEK  
HEIDELBERG

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 14 (1986)

DOI: 10.11588/fr.1986.0.52984

---

#### Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Karsten Schröder (*Die FDP in der britischen Besatzungszone 1946 bis 1948*, éditée la même année dans la même série chez Droste). On s'étonne enfin que dans sa conclusion, l'auteur s'abstienne complètement de soulever la question qui, à la fin de l'analyse semble s'imposer: dans quelle mesure la distinction entre *Milieupartei* et *nationale Sammlungsbewegung* peut-elle nous aider à interpréter l'évolution et le rôle politique ultérieurs du FDP? La notion de *Milieupartei* n'est-elle méthodologiquement fructueuse que grâce à la régionalisation forcée de la politique dans les années d'après-guerre? Si on se réfère à la théorie de la modernisation, comme Hein semble le faire à ce propos, faut-il considérer que recouvrant un aspect de la culture politique destiné à disparaître, cette notion n'est rapidement plus significative? Ou peut-on penser, malgré la multiplication et l'interférence des paramètres rendant plus difficile une analyse de ce type au niveau fédéral, qu'elle pourrait contribuer à expliquer les vicissitudes du libéralisme de gauche dans l'histoire du FDP après 1949?

Alain LATTARD, Paris

Eckhard JESSE, *Wahlrecht zwischen Kontinuität und Reform. Eine Analyse der Wahlsystemdiskussion und der Wahlrechtsänderungen in der Bundesrepublik Deutschland 1949–1983*, Düsseldorf (Droste) 1985, 440 S. (Beiträge zur Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien, 78).

Ce livre ne constitue pas seulement un titre supplémentaire dans la longue liste d'analyses et d'écrits polémiques portant sur le système électoral en République fédérale d'Allemagne (la bibliographie occupe 45 pages!). L'étude de Jesse qui a pour base sa thèse de doctorat soutenue à Trèves constituera certainement pour quelque temps le point final de la discussion.

Après une introduction comportant notamment un tour d'horizon sur l'état actuel de la recherche et une rétrospective de la République de Weimar, l'auteur traite les discussions des partis politiques sur le système électoral. Le calme qui règne depuis la fin de la «grande coalition» en 1969 (associant la CDU/CSU et le SPD) ne doit pas faire oublier que ce problème provoqua de vives controverses durant les années 50 et surtout à l'époque de la «grande coalition». Finalement, toutes les propositions de modification échouèrent, car les intérêts divergents des partis ne permirent pas de trouver un dénominateur commun.

Dans le chapitre suivant les plus importantes propositions de modification sont présentées, analysées et jugées à l'aide d'une liste de critères (compréhensibilité et simplicité, adéquation entre le nombre des voix et le nombre des mandats, possibilité d'un changement de gouvernement, constitution d'une majorité gouvernementale solide, représentation des différentes tendances politiques, ancrage dans la tradition politique). Bien qu'aucun système électoral démocratique ne peut répondre entièrement à chacun de ces critères, il ne doit en négliger aucun complètement. Etant donné qu'en 1949 fut introduit le système proportionnel, corrigé par la clause de 5 % – progressivement renforcée –, et non pas un système mixte, comme on le lit souvent dans les publications françaises, toutes les propositions de modification visaient l'introduction d'éléments favorisant la constitution d'une majorité. Avant les élections au Bundestag en 1957, la CDU essaya d'introduire le système électoral nommé «Grabenwahl-system» (nommé ainsi car il creuserait un fossé entre les deux procédés de scrutin): Il prévoyait d'élire la moitié des députés selon le système britannique (scrutin uninominal à un tour, donc à la majorité simple), l'autre moitié à la proportionnelle; les mandats gagnés directement dans les circonscriptions ne seraient plus décomptés des mandats gagnés au niveau national à la proportionnelle. On voulait donc établir un système mixte. Ce projet échoua à cause de la résistance du FDP, que ce nouveau système aurait considérablement affaibli. La «grande coalition» (1966–1969) envisagea l'introduction du scrutin majoritaire, en partie pour ne pas devoir poursuivre cette formule gouvernementale inhabituelle. Mais en 1968 le SPD aban-

donna, lors de son congrès à Nuremberg, le projet de réforme électorale sous l'influence de mauvais résultats obtenus aux élections des parlements des Länder et de l'analyse de l'institut d'opinion publique »Infas« qui lui attribuait peu de chances de victoire dans un système majoritaire. Certes, le scrutin majoritaire relatif correspond aux critères établis par Jesse, mais l'auteur souligne les aspects problématiques que provoquerait son introduction: les petits partis seraient fortement défavorisés (comme l'Alliance sociale-libérale en Grande Bretagne en 1983 et en 1987), certaines régions se transformeraient en »déserts politiques« où ne régnerait qu'un seul parti (ce qu'on pourrait corriger par une liste complémentaire au niveau national). Je me demande si l'introduction du scrutin majoritaire relatif aurait vraiment facilité le changement gouvernemental comme le pense Jesse; les résultats des élections suivantes au Bundestag indiquent plutôt le contraire.

Dans une partie particulièrement importante et originale l'auteur présente les modifications du droit électoral effectuées depuis 1949, habituellement assez négligées par la littérature. Il analyse la naissance et les conséquences de la clause de 5 %, du système de deux voix, du vote par correspondance et de l'abaissement de l'âge légal de droit de vote (qui eut lieu en 1970 et qui le ramenait de 21 à 18 ans). Tandis qu'il juge positives les deux dernières réformes, il propose certaines modifications pour les deux premières. Certes, il faudrait garder la clause de 5 % mais en supprimant la disposition alternative (faute d'avoir obtenu 5 % des voix, trois mandats gagnés directement seraient l'équivalent), car elle contredit le principe de l'égalité des chances et rend des manipulations possibles. Sur ce point, comme sur d'autres, Jesse critique parfois sévèrement la juridiction du Tribunal constitutionnel fédéral. En outre, il faudrait introduire une voix dite »éventuelle« qui sera prise en compte, si le parti auquel on a donné sa voix principale, échouait à cause de la barre de 5 %. Finalement, l'auteur défend de façon convaincante le retour au système de voix unique de 1949, car, à son avis, de nombreux électeurs ne comprendraient pas le système à deux voix, il n'aurait pas atteint son objectif (c'est-à-dire l'élection de personnalités et non seulement de partis) et inviterait à des manipulations. Ses propositions sont si raisonnables et réfléchies, que les hommes politiques feraient bien de les étudier sérieusement.

Le livre de Jesse offre une impressionnante quantité d'informations (le lecteur pressé peut profiter des conclusions résumant chaque chapitre), il séduit par une argumentation claire et logique et par un langage aussi compréhensible que net. Sa lecture est indispensable pour qui s'intéresse au système électoral ou au système politique de la République fédérale d'Allemagne.

Adolf KIMMEL, Saarbrücken

Klaus KELLMANN, *Pluralistischer Kommunismus? Wandlungstendenzen eurokommunistischer Parteien in Westeuropa und ihre Reaktion auf die Erneuerung in Polen*. Einführung von Karl Dietrich ERDMANN, Stuttgart (Klett-Cotta) 1984, 398 S.

Im Jahre 1975 prägte der italienische Journalist Barbieri den Begriff Eurokommunismus, den später einige kommunistische Parteien selbst übernahmen. Gemeint war damit die Abkehr europäischer kommunistischer Parteien, in erster Linie der KP Italiens, von der Politik der KPdSU sowie vom sowjetischen Modell und die Trennung von einer Reihe von Dogmen des Marxismus-Leninismus.

Jahrelang bewegte die öffentliche Meinung die Frage, wie glaubwürdig die Trennung des Eurokommunismus von Moskau sei, gleichzeitig beschäftigte sich die Wissenschaft mit dem Problem der politischen Bedeutung der neuen Bewegung. Doch schon nach 10 Jahren sieht es heute so aus, als sei der Eurokommunismus bedeutungslos geworden. Zwar ist die KP Italiens nach wie vor ein gewichtiger politischer Faktor, sie hat kaum Mitglieder oder Wähler verloren,